

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

LUNDI 12
JUILLET 1976

ESPAGNE

AMNISTIA!

- Partout, des manifestations pour l'amnistie
- La première morte de Suarez à Bilbao ; des dizaines de blessés à Barcelone et Madrid

Dans le cadre de la semaine d'action décidée par la Coordination démocratique, la vague de manifestations se poursuit en Espagne. Après la manifestation de 200 000 à Bilbao, la plus importante depuis la guerre civile, des cortèges ont parcouru les rues du Ferrol, d'Eibar, de Guadalajara. Ils étaient 20 000 hier à Seville, qui exigeaient l'amnistie.

Certaines démonstrations, sont autorisées, comme ce fut le cas à Bilbao; ailleurs, elles restent interdites. C'était le cas hier à Madrid où la police a chargé brutalement les tentatives de regroupement: bilan, 11 blessés. Samedi soir à Sabadell, dans la banlieue de Barcelone, le cortège qui se dirigeait vers le centre ville a été agressé: bilan, 12 blessés.

Mais surtout, vendredi soir, à Santurce, dans la banlieue de Bilbao, le sang a encore coulé, comme à Elda, à Vitoria, à Basauri il y a quelques semaines: une manifestante tuée d'une balle dans l'oeil par des policiers en civil. Dès le lendemain, à Pampelune, la manifestation pour l'amnistie arborait des brassards noirs de deuil et brûlait sur la place publique huit drapeaux franquistes. Censé faire peau neuve, le nouveau gouvernement a donc fait sa première victime, le lendemain même de son entrée en fonction.

Il ne pouvait guère en être autrement: cette logique de la violence est l'inévitable revers du refus des libertés et de l'amnistie, de la réforme à pas de tortue, d'autant plus exaspérante que le régime craque sur toutes les coutures. En contradiction avec la loi qui nie aux fonctionnaires tout droit syndical, la direction des postes a été forcée de reconnaître le comité des 16 qui représente les grévistes; en Catalogne le PSUC (PC) a pu tenir à l'occasion de son quarantième

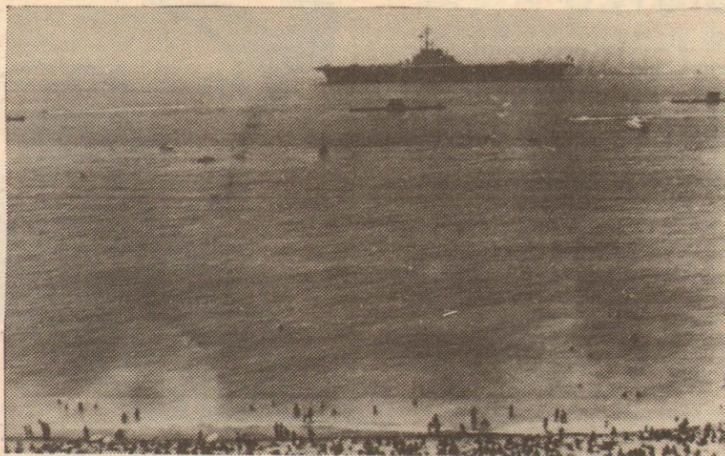
anniversaire son premier meeting public toléré.

Submergé par la mobilisation populaire, le nouveau gouvernement se trouve également interpellé par l'opposition bourgeoise, de plus en plus soucieuse de pouvoir négocier un pacte social avec des organisations ouvrières reconnues, avant que la

situation économique ne devienne franchement désastreuse. L'organisme européen de la démocratie chrétienne a exprimé dans un communiqué sa préoccupation devant «la lenteur et l'insuffisance de la démocratisation».

(lire la suite page 2)

Giscard joue à la bataille navale



Le « Clémenceau » au large des plages niçoises (Photo AFP)

Porte-avions, sous-marins, frégates et croiseurs lance-missiles, tous les plus beaux fleurons de la flotte française avaient rendez-vous hier, entre Nice et Toulon, pour une revue navale, la plus importante depuis 1931.

Giscard en a profité pour dire quelques mots gentils à ces messieurs de la marine, après avoir courtoisement salué Médecin, le maire de Nice qui protège les nazillons. Notre président a même eu cette réflexion profonde: « Je crois que nous avons maintenant une défense qui s'entraîne et qui est capable d'assurer la sécurité de la France ».

Et pan sur les gaullistes...

J.K.

Festival d'Avignon

SHAKESPEARE

Mise en scène par BENO BESSON de la Volksbühne (RDA)

Shakespeare, mis en scène par Beno Besson de la Volksbühne (RDA).

Le Festival officiel, depuis quelques années, tente de retrouver sa grandeur passée, et perdue. Pour la seconde année consécutive il confie l'organisation des programmes de la Cour d'Honneur du Palais des Papes au TEP. Il s'agit de promouvoir un travail d'équipe permanent, condition indispensable, qui avait fait la force du TNP, et donc du Festival. Il est même question d'y associer ultérieurement la Comédie Française.

En attendant, les spectacles de cette année, « Dans les eaux glacées du calcul égoïste » et « Comme il vous plaira » de Shakespeare, montée par Beno Besson, n'indiquent pas le chemin de cette cohésion œcuménique.

L'intérêt du travail de Beno Besson et des comédiens de « Comme il vous plaira » EST est multiple. Mais ce qui nous paraît devoir retenir tout particulièrement l'attention, c'est qu'ayant travaillé avec B. Brecht durant près de dix ans, Beno Besson poursuit une méthode de travail mal comprise en France, quand elle n'est pas méconnue ou tout simplement rejetée.

A ce titre il nous a paru important de nous entretenir avec lui.

Lire page 8

DJIBOUTI

LA FUITE EN AVANT D'ALI AREF

- 14 morts lors d'affrontements samedi

Quatorze morts et des dizaines de blessés. Tel est le bilan des affrontements qui se sont produits dans la nuit du 9 au 10 juillet à Djibouti, dernière colonie française en Afrique. Le gouvernement français et la grande presse parlent d'« affrontement tribal », ayant opposé, dans un de leurs quartiers, des Issas, population d'origine somali suivant dans sa grande masse l'opposition, à des Afars, ethnie trustant les principaux postes administratifs par l'intermédiaire d'Ali Aref, Afar et président du Conseil de Gouvernement.

Cette vision des faits, conforme à la politique française qui a toujours consisté à monter les deux communautés l'une contre l'autre, ne rend pas compte de la réalité. Cet affrontement sanglant est la conséquence des luttes politiques importantes qui animent le territoire alors que l'aspiration à l'indépendance est générale et que la France essaie de paraître la satisfaire, tout en maintenant sur place ses positions militaires. Les bagarres des 9 et 10 juillet ont donc opposé partisans de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance (LPAI), opposition officielle qui a réussi, le 8 juin dernier, à faire accepter, au gouvernement français, ses préalables à un référendum sur l'indépendance, et partisans de Ali Aref, hier homme de main du colonialisme et farouche adversaire de l'indépendance. Les bagarres ont pour origine les réunions provocatrices tenues dans des quartiers Issas par l'UNI et Ali Aref, où, paraît-il, ce dernier aurait appelé à la « lutte armée » et tenu des propos virulents contre la France. Cette fuite en avant s'explique. Ali Aref est en effet désormais minoritaire à l'Assemblée du territoire, une majorité de parlementaires ayant rejoint l'opposition raisonnable. Il est aussi abandonné par la France.

Aref est donc devenu l'obstacle essentiel à une indépendance négociée paisiblement entre l'opposition, représentée par la LPAI, et la France. Refusant de démissionner de la Présidence du Gouvernement du Territoire, il tente coûte que coûte, par tous les moyens, de sauver sa situation.

MALVILLE : LES CRS SE DECHAINENT

Des incidents d'une grande violence ont eu lieu ce week-end à Malville, après leur brutale intervention de jeudi dernier, les forces de l'ordre, qui s'étaient livrées dans l'intervalle à des facéties du meilleur goût (comme de découper la citerne d'eau potable des manifestants pour la remplir d'acide), ont chargé et matraqué les manifestants, enfants compris, samedi soir vers 22 heures.

Dans un communiqué, la coordination des comités anti-nucléaires Rhône-Alpes « dénonce avec la plus grande énergie les provocations du commandement policier. » Elle ajoute : « Plus de sept cents gendarmes et CRS ont chargé les campeurs. Ils ont matraqué sauvagement les personnes présentes, dont plusieurs enfants, alors que celles-ci avaient une attitude non-violente. » La coordination « lance un appel national à la solidarité ».

Dès 15 h 30, les premiers tracteurs (il y en aura plus de cinquante) arrivaient sur le stade sous les applaudissements des manifestants. Tous étaient décorés de pancartes et d'affiches annonçant leur opposition à Super-Phénix : « Des cobayes, pas question... Le progrès pour qui?... Nous voulons vivre... Oui aux centrales laitières... Les paysans sont tenaces, ensemble nous vaincrons. » Beaucoup rappelaient une des revendications : « Malville, Referendum ». Tous les villages des

environs étaient là : Poleyrieu, Arandon, Montalieu, Vezeronce, Bouvesse et puis ceux de Faverges-Mépieu, avec leur mot d'ordre : « Libérons le ghetto ».

En effet, depuis l'intervention de jeudi, ce village, le plus proche du site, était totalement encerclé par les forces de police qui en gardaient toutes les entrées. Pour entrer ou sortir, les habitants devaient décliner leur identité. Des affichettes avaient alors fleuri sur les voitures : « J'habite le ghetto ».

Lire la suite page 4

ESPAGNE

suite de la page 1

Enfin, la pression se manifeste désormais au sein même de la nouvelle équipe ministérielle. Le groupe libéral Tacito, dont quatre membres détiennent des portefeuilles importants dans l'équipe d'Adolfo Suarez a publié vendredi un éditorial dans le quotidien Ya, réclamant l'amnistie et des élections libres.

Le nouveau gouvernement qui, du point de vue de Juan Carlos, devait assurer une transition dans l'unité est en train de produire des effets contraires: centrifuges. La presse espagnole ne lui accorde guère de crédit et parle avec mépris, dans un vocabulaire footballistique qui lui est coutumier, d'un «gouvernement de troisième division». Pris sous un feu croisé, ce dernier ne semble pas avoir d'autre solution que d'accélérer la réforme et de passer la main.

Mais pour l'heure, il reste paralysé et donne surtout l'impression de l'irrésolution la plus tragique. La traditionnelle conférence de presse par laquelle un gouvernement, à l'issue de sa première réunion, fait connaître ses intentions, a été purement et simplement annulée. Le bruit court qu'il faudrait attendre vendredi prochain pour qu'un semblant de programme soit rendu public.

C'est bien lointain, cette date du vendredi 16 juillet. Deux jours avant le quarantième anniversaire du pronunciamiento de 36, que la droite s'apprête à célébrer; alors que le mouvement ouvrier barcelonais et madrilène se prépare à fêter sa victoire du 19 juillet 36 sur les généraux putschistes....

A.G.

Bilbao

Une femme de 44 ans tuée

C'est à Santurce, sur la rive gauche de Bilbao qu'une manifestante de 44 ans a été tuée par balles vendredi soir, abattue par deux gardes civils qui ne portaient pas d'uniforme. La manifestation s'inscrivait dans la mobilisation nationale pour l'amnistie. Mais à Santurce, il y a déjà de longs mois que les travailleurs sont sur la brèche, dans les entreprises comme dans les quartiers, les plus pollués d'Europe où les familles ouvrières s'entassent pêle-mêle.

Santurce - rive gauche de Bilbao

RECORD DE POLLUTION EN EUROPE

Le quartier de San Juan est le quartier le plus «contaminé» de toute la zone. L'association des familles de ce quartier se bat pour imposer aux patrons des mesures de sécurité: les maisons sont mêlées aux usines d'où s'échappent en permanence des gaz particulièrement toxiques. Cette lutte mobilise toute la population de Santurce. Un militant de «l'Association des familles de San Juan» explique: «Dans notre quartier, on trouve la centrale thermique de Iberduero, les installations de Butane, et la CAMPSA... Il faut ajouter Pétronor et Nitrate de Chile, et les quais où on décharge du charbon et du fer... Autour de Santurce, nous avons en plus: Altos Hormos (les hauts fourneaux), les produits chimiques de Axpe, les produits de peinture de Luchana et Sefaitro, les phosphates et pyrites de Zorrosa... Le degré de contamination de l'air est très élevé. Ça ne dérange guère les

LIBAN

Réunion de la Ligue arabe aujourd'hui

VERS UN « SEPTEMBRE NOIR » MILITAIRE OU POLITIQUE ?

La coalition militaire unissant les forces de la droite chrétienne et les unités syriennes continue à marquer des points sur le plan militaire.

La résistance du camp palestinien de Tell el Zaatar est de plus en plus précaire. Les milices réactionnaires donnent maintenant l'assaut aux dernières lignes de défense.

Dans le Nord, l'armée syrienne est arrivée aux portes du camp de Nahr el Bared dans la banlieue de Tripoli. Au sud de cette ville la gauche libanaise et la Résistance sont obligés de reculer, prises entre deux feux.

A Saïda, au sud de Beyrouth, la principale raffinerie de la zone progressiste a été de nouveau bombardée. La pénurie en carburant en est de plus en plus accentuée. Dans la ville de Beyrouth même les échanges d'obus sont ininterrompus.

Dans cette situation d'affrontement généralisé la réunion de la Ligue arabe de lundi est préparée fiévreusement par tous les camps en présence. Une délégation de six membres des forces chrétiennes se déplace à Damas pour coordonner les points de vue. Le commande-

ment des organisations du camp progressiste exhorte les combattants de Tell el Zaatar à tenir quarante huit heures, jugées par lui comme décisives. Kamal Joublatt, le leader de la gauche demande à cinq gouvernements arabes d'intervenir militairement et politiquement. Il s'agit de l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Lybie, l'Irak et l'Algérie. Il demande à ces pays de faire parvenir des armes, de la nourriture, des médicaments et du carburant sous une escorte navale pour empêcher le blocus organisé par la Syrie et Israël.

La partie diplomatique s'annonce serrée. Si tous les régimes arabes du champ de bataille sont d'accord pour faire rentrer la Résistance dans le rang, la concurrence qui les oppose crée des points de vue partiellement divergents. Les critiques voilées de l'Egypte à la Syrie en témoignent. Le gouvernement du Caire craint la mainmise syrienne sur une partie du Liban. Cependant on peut s'attendre à ce que rien ne progresse dans un sens favorable aux forces progressistes au cours de la réunion de lundi.

R.Brestar

ANGOLA

LES 4 « CHIENS DE GUERRE » ONT ETE PASSES PAR LES ARMES

Les 4 mercenaires, Costa Georgiou, dit Colonel Callan, John Derek Barker, Andrew Mc Kenzie, de nationalité britannique et l'Américain Daniel Gearhardt ont été passés par les armes samedi à Luanda. Ils avaient été condamnés à mort le 28 juin par le Tribunal révolutionnaire populaire d'Angola.

(AFP)

humanité qu'il serait tout à fait déplacé d'étendre la portée de ce jugement moral aux camarades irlandais morts de faim dans les prisons de sa très gracieuse majesté, ou au couple d'anarchistes qui risquent d'être pendu en Irlande. Ne faut-il pas avoir une singulière déformation de l'esprit pour considérer les Irlandais et les anarchistes comme des hommes...

Une larme de croco sur un smoking sans plis

Le Premier ministre britannique, James Callaghan s'est déclaré littéralement « consterné » par la décision du président Agostinho Neto de confirmer ces condamnations. Après ce propos sentencieux, James a mis son melon, avant de sauter dans sa grosse limousine pour passer le week-end au vert, dans sa summer residence des Checkers. C'était le début de notre rubrique « Heurs et malheurs des grands de ce monde ».

Toujours à Londres, le cidevant Mndling qui est quelque chose comme secrétaire au Foreign Office a expliqué, très gravement que « condamner à mort ou à l'emprisonnement parce qu'il est mercenaire est un crime de lèse

C'est dans l'hélicoptère qui conduisait les deux hommes à Newport qu'Henry Kissinger a annoncé à Gerald Ford l'exécution de Gearhardt. A son arrivé, « Gerry » a déclaré « cette sentence rendra encore plus difficile tout progrès vers la normalisation des relations entre l'Angola et les Etats Unis : sous les sunlights de la télévision, il a adressé ses condoléances à la famille du chien de guerre écrasé. Après avoir écrasé une dernière larme sur le revers de son beau smoking, « Gerry » est monté à bord du yacht royal anglais Britannia où Elisabeth et Phillip commençaient à battre la semelle. Il était temps, les autres invités avaient déjà fait un sort au buffet. C'est très dur d'être consterné et d'avoir le ventre creux. Fin de notre rubrique « Jours d'Angola » sur les grands de ce monde.

Michel Rovere

ITALIE : L'ASSASSINAT DU JUGE OCCORSIO UNE EPREUVE DE FORCE ENTRE FRACTIONS FASCISTES ?

Rome, le 11 JUIN
De notre correspondant, Edgardo Pellegrini

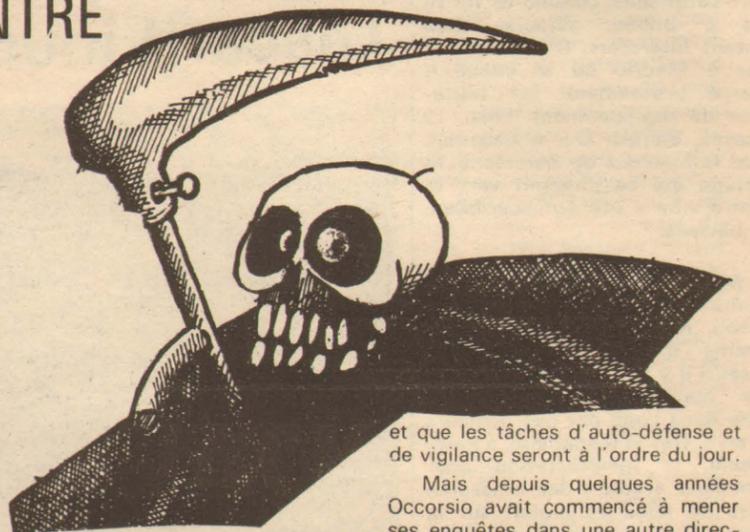
Hier matin à 8h 30, le substitut du procureur de la République de Rome, Vittorio Occorsio a été abattu à coup de mitraillette à quelques pas de chez lui.

Qui était Vittorio Occorsio ? En décembre 1967, il fait office de juge pour la première fois dans un gros procès, celui qui oppose le général De Lorenzo, auteur d'un coup d'Etat manqué à l'hebdomadaire l'Espresso. Occorsio, qui représentait le ministère public, demanda que les journalistes soient innocentés et lança une enquête contre le général qui devait ensuite finir dans les rangs du MSI. Le juge se construisit ainsi une réputation de magistrat de gauche, qui dura peu de temps. Alors que son collègue Dore, en hiver 1969, ne réussissait pas à faire condamner, pour certains de ses articles, Silverio Corvisieri (sujour d'hui un des députés de Democrazia Proletaria) lors du premier gros procès contre la liberté de la presse en Italie, Occorsio, quelques semaines plus tard faisait arrêter et condamner à 17 mois de prison Franco Tolini, directeur du journal Potere Operaio.

Grâce à cette « brillante opération », il se fit classer parmi les grands agents de la répression. Et il s'efforça de conserver ce titre.

Le 26 décembre 1969, une semaine après le massacre de la Piazza Fontane, Occorsio réussit à faire transférer de Milan à Rome le procès pour les bombes de Milan, la fameuse « strage di Stato » (massacre d'Etat). Il avait enlevé l'enquête aux juges démocratiques et devait dresser toute une série de fausses accusations contre le militant anarchiste Valpreda et contre la gauche.

En 1971, Occorsio représentant le Ministère public dans un procès contre 4 militants de Potere operaio accusés d'avoir organisé un piquet de grève devant le siège social de la FIAT à Rome. Plus tard, il fit arrêter trois militants de Lotta Continua accusés d'avoir vendu un numéro de leur journal (alors hebdomadaire) qui contenait des articles incriminant la magistrature.



et que les tâches d'auto-défense et de vigilance seront à l'ordre du jour.

Mais depuis quelques années Occorsio avait commencé à mener ses enquêtes dans une autre direction. Il fut le premier à inculper un groupe d'extrême-droite pour reconstitution d'organisation fasciste. Il représenta le ministère public contre les fascistes de Ordine Nuovo. Et il continuait son travail sur ce terrain. Quel juge était donc Occorsio ?

A côté des « juges démocratiques » et des juges ouvertement de droite, Occorsio faisait partie de cette catégorie de magistrats qui visent uniquement à exécuter fidèlement les directives du régime: il faut frapper à gauche? bien, on frappe Valpreda; il faut frapper à droite? voilà le procès contre Ordine Nuovo. Il savait mieux que quiconque apparaître comme un juge « neutre » capable de lutter contre tous. En réalité il ne défendait que les intérêts du régime.

Pourtant il faudrait comprendre qui l'a tué? Le fait que Ordine Nuovo ait déjà revendiqué l'opération ne suffit pas. L'assassinat de Occorsio ne rappelle pas tant celui, pré-électoral, du procureur Cocco de Gènes, revendiqué par les Brigades Rouges, car celui-ci était devenu un instrument inutile à la répression du régime. Il rappelle plutôt de façon impressionnante celui du commissaire Calabresi, lui aussi accusateur de Valpreda (et aussi responsable de l'assassinat, à la préfecture de Milan de l'anar-

LE MOUVEMENT DES FEMMES EN ESPAGNE

« FASCISTE, ECOUTE, LES FEMMES SONT EN LUTTE »

Dans toute l'Espagne, le développement du mouvement de femmes connaît un essor extraordinaire (« Rouge » du 24.5.76). L'année internationale de la femme a donné le départ à la naissance de groupes femmes à tous les niveaux, mais c'est surtout depuis la mort de Franco qu'on a vu le mouvement commencer à se structurer. Notamment dans les quartiers, là où existaient depuis longtemps des associations de voisins plus ou moins légales, et où les groupes tendent à coordonner leur action de manière de plus en plus systématique.

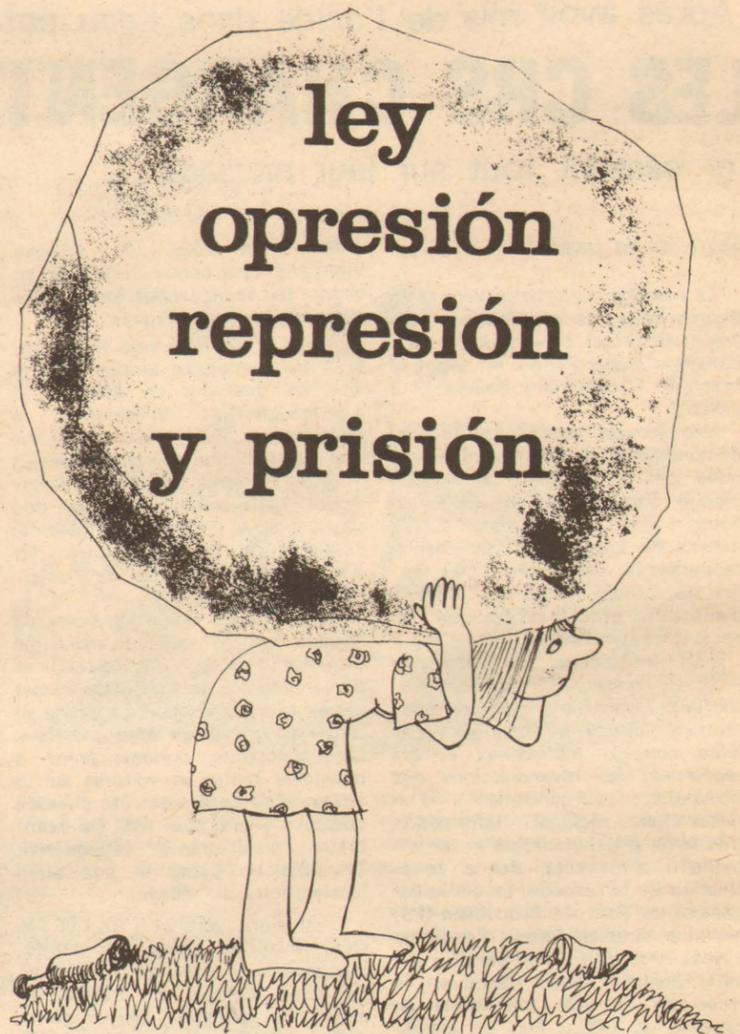
Les « Journées de la femme » à Barcelone, du 27 au 30 mai, venant après les Assises qui s'étaient tenues à Madrid en décembre, ont été un moment extrêmement important dans le sens où elles ont permis aux différents groupes et aux différents courants politiques d'amorcer un réel débat sur les perspectives du mouvement. Après trois jours d'exposés et de discussions (Rouge 2 juin) on a vu le dernier jour, les femmes des quartiers populaires engager un débat « fraternel » - encore un mot qui n'a pas de féminin ! - avec les féministes radicales ; celles-ci les avaient en effet attaquées dans leurs interventions, leur reprochant de ne pas être assez féministes, de trop mettre en avant des revendications sociales d'ensemble (la bataille pour les crèches et les hôpitaux gratuits, l'aménagement du quartier etc.)

« Nous sommes entièrement d'accord avec la revendication du « droit à contrôler notre corps », et nous la soutenons » dit l'une d'entre elles au nom de son groupe, dont beaucoup de femmes étaient revenues le dimanche avec leur mari - « pour qu'il voie ce que c'est, un mouvement de femmes ! » - et dont un certain nombre ne cachait pas qu'elles étaient analphabètes. Mais vous devez comprendre d'une part que c'est une revendication un peu abstraite pour beaucoup de femmes auxquelles nous nous adressons, lorsqu'elles commencent tout juste à entendre parler de la contraception. Et d'autre part, qu'est-ce que cela veut dire pour nous tant que nous vivons dans des quartiers où il n'y a ni hôpital, ni permanence médicale ? Vous, vous avez la culture, et vous avez de la chance. Mais vous ne pouvez pas nous reprocher de « faire du social » au détriment des objectifs féministes : les femmes de nos quartiers, c'est vrai, sont encore plus concernées par la hausse du coût de la vie et par l'absence de feux rouges - avec les risques d'accidents que cela suppose pour leurs enfants - que par les discriminations qui touchent leurs filles à l'école ou qui les touchent elles-mêmes à la maison. Mais nous devons bien commencer par les problèmes qui les touchent le plus. Et faites-nous confiance, nous sommes décidées à réfléchir aussi avec elles au fait que c'est toujours nous, les femmes, qui réagissons d'abord à l'augmentation des prix, et à nous demander pourquoi. »

Cependant l'une d'entre elles, intervenue le premier jour sur le thème de « la femme dans le quartier », est revenue au micro le dernier jour pour faire une autocritique, affirmant qu'elle se rendait compte, après toutes ces discussions, qu'elle n'avait pas assez mis l'accent sur les problèmes spécifiques des femmes, qu'il devait y

avoir en toute occasion une façon d'aborder les choses - même pour les feux rouges ! - qui permette de dévoiler en quoi les femmes sont opprimées.

Beaucoup de ces femmes, c'est évident, sont des membres du MDM (Mouvement démocratique des femmes, lié au PC) ou se reconnaissent dans ses positions. Cela ne les empêche pas d'avoir une attitude extrêmement ouverte vis-à-vis des autres courants qui constituent et construisent aujourd'hui le mouvement des femmes en Espagne. Même s'il est évident que la plupart d'entre elles sont sur des positions réformistes, même si beaucoup ont l'illusion qu'un gouvernement démocratique va réellement être instauré qui répondra à l'essentiel de leurs revendications, ce qui frappe, c'est leur volonté de débat, (par comparaison avec l'attitude des femmes liées aux PC français ou italiens, par exemple,) avec tout ce que cela implique comme possibilités et comme tâches pour les révolutionnaires. Toutes ont participé à la manifestation spontanée qui s'est formée à la fin de cette rencontre, sur certains mots d'ordre classiques comme : - à travail égal, salaire égal, - vive la libération des femmes, - contraceptifs libres, remboursés par la sécurité sociale. Et d'autres plus inhabituels en Espagne, comme - avortement libre et gratuit, - contraception pour les hommes. Après 20 minutes environ, la police a donné l'assaut et le service d'ordre, entièrement composé de femmes, n'a pu que donner l'ordre de dispersion. Mais un mot d'ordre alors est jailli, repris par la foule : « Fasciste, écoute les femmes sont en lutte ! »



Un groupe de quartier à Sta Coloma

J'ai pu interviewer les femmes de Sta Coloma, banlieue populaire de Barcelone, pendant les « journées de la femme » qui se sont tenues dans cette ville.

Depuis quand votre groupe existe-t-il ?

Depuis un an à peu près. C'est l'année internationale de la femme qui nous a donné l'idée de constituer des groupes de femmes à l'intérieur des associations de voisins. Pour faire un travail dans le quartier sur les questions qui intéressent les femmes. Pour les inciter à sortir de leur maison, à nous rejoindre dans la lutte.

Comment avez-vous fait ? Sur quels thèmes êtes-vous intervenues ?

Tu sais, Sta Coloma, c'est une grande banlieue, très pauvre, très délaissée par la municipalité, avec des rues qui ne sont pas goudronnées, très peu d'espaces verts, pratiquement pas de crèches, des rats en grand nombre dans une série de quartiers... Ce sont les questions auxquelles les femmes sont d'abord confrontées, et sensibilisées. Donc, on est intervenu là-dessus, on a fait des réunions pour expliquer les problèmes. Et les femmes ont demandé qu'on discute aussi de la question de l'alimentation infantile, des soins qu'il faut donner aux enfants en cas d'accident parce qu'elles ne sont pas préparées. On a parlé de ça ; mais on a aussi parlé de la hausse des prix et on a organisé avec elles des actions d'agitation sur les marchés. Et puis, en février, on a décidé de faire un « festival de la femme » avec des stands, des chanteurs, des débats... mais la police est venue sous prétexte qu'une pancarte disait : « Les femmes de Sta Coloma sont pour l'annistie ! » Ça c'était de la politique, c'était interdit ! Et ils ont embarqué la femme qui avait demandé l'autorisation (et qui l'avait obtenue). Nous, on est restées là, on a décidé de s'installer jusqu'à ce qu'ils la libèrent, et pendant ce temps, on a eu, le temps de faire un débat sur « la femme et la jeunesse ». Beaucoup de filles, dans le quartier, disent que nous, les mères, on les brime, qu'on fait des



(Là-dessus, elle m'a invitée à venir les voir dans leur quartier et m'a remis le premier numéro de leur journal « Mujer en Sta Coloma ».

A la coordination, je trouve 7 femmes, entre 35 et 45 ans, femmes au foyer et travailleuses, qui discutent pour savoir comment répercuter tout ce qui s'est dit pendant les « journées ». Leur préoccupation essentielle, c'est d'expliquer à toute la population - et aux hommes avant toute chose - pourquoi les femmes ont des revendications particulières, pourquoi il est nécessaire qu'elles se réunissent entre elles. Après un long débat sur les moyens à employer, elles décident : de sortir un tract - en catalan et castillan - pour diffuser la plateforme issue des discussions des « journées » ; d'intervenir là-dessus durant les semaines à venir dans toute réunion syndicale, de parents, de voisins, de l'Assemblée démocratique, etc. ; d'organiser une réunion large des femmes de Sta Coloma - comme elles font tous les mois ou tous les 15 jours - pour rendre compte de ce qui s'est dit pendant les « journées » ; de sortir un nouveau numéro de leur journal, avec au sommaire un article sur les « journées », un autre sur la lutte des ouvrières du textile qui vient de se dérouler à Sta Coloma, un article de solidarité avec les commissions ouvrières... et « une bibliographie pour celles qui savent lire afin qu'elles ne perdent pas de temps pendant les vacances ». (Le taux d'analphabétisme est très élevé en Espagne, surtout chez les femmes - 14 % en moyenne, mais 30 % chez les femmes de plus de 15 ans en 1970 - et c'est particulièrement vrai dans un quartier comme Sta Coloma). Tout cela, en vue d'organiser un nouveau « festival de la femme » dans leur banlieue début septembre !



MALVILLE

Après avoir mis de l'acide dans l'eau potable

LES CRS CHARGENT SANS SOMMATION

et cassent tout sur leur passage

Suite de la page 1

Le meeting commença vers seize heures avec des interventions rappelant le projet « fou furieux » que constitue Super-Phénix, et tirant le bilan de l'occupation depuis le 3 juillet.

Une femme scientifique fit une démonstration de l'explosion provoquée par un gramme de sodium plongé dans l'eau : le nuage de soude s'éleva dans un rayon de dix mètres (le cœur de Super-Phénix, rappelons-le, contiendra 5 000 tonnes de sodium liquide qui, lorsqu'il s'enflamme produit un feu que l'on ne sait pas maîtriser).

Puis, les amires de Vezeronce (PS), Bouvesse (PC) et Faverges-Mépieu, donnèrent lecture des motions votées à l'unanimité par leurs conseils municipaux et qui reprennent les revendications des occupants : organisation d'un referendum régional, information très large à la population et, en attendant, arrêt total de la construction de la centrale. Le conseiller général de Pont de Beauvoisin (PS) expliqua comment le mot d'ordre de « lycée-caserne » s'était vérifié à ses yeux quand il avait découvert le lycée de sa ville transformé en caserne de CRS... Puis se succédèrent des représentants des paysans de l'Ain, un représentant du Larzac, des Paysans-travailleurs, etc. La CFDT des PTT du Rhône était présente avec sa banderole : « non à la répression, non à la société policière, non aux centrales nucléaires ».

Il est certain que, durant la semaine écoulée, la mobilisation des paysans, de la population locale et des élus s'est constamment développée. Samedi, nous étions moins nombreux que le 3 juillet, mais les cinquante tracteurs et les délé-

gations de tous les villages témoignent par contre de la prise en charge par la population locale de la lutte contre Super-Phénix.

Après le meeting, vers 18 heures, la manifestation se dirigea vers le site en direction de Mépieu, le « village-ghetto ». Initialement, la coordination avait prévu seulement une manifestation en voiture vers La Tour du Pin, pour aller voir le Sous-Préfet. Mais, sous la pression des paysans et de certains manifestants, l'objectif de la manifestation fut d'aller « libérer Mépieu de l'occupation policière ».

A l'entrée du village, le maire de Mépieu et le conseil municipal étaient en tête de la manifestation et demandèrent à la police de laisser passer la manifestation. La police se dispersa. Le village était « libéré ». Les occupants commencèrent à réinstaller tentes et voitures sur le terrain d'où ils avaient été chassés quelques jours plus tôt. De nombreux manifestants regagnèrent Grenoble ou Lyon, la population locale rentra au village.

C'est alors, vers 21 h 30, que les flics, évanouis dans la nature, réapparaissent à environ dix mètres du camp, lancent un premier jet nourri de grenades lacrymogènes sans sommation. Tandis que les CRS s'échauffent en frappant leurs matraques contre leurs boucliers, la coordination demande aux manifestants de s'asseoir sur la route. Après une brève négociation, le maire de Mépieu appelle à la dispersion, se désolidarisant des manifestants.

Les flics, conscients du changement du rapport de force, chargent et matraquent les premiers rangs de manifestants assis, à coups de crosse, sous un tir continu de grenades.



C'est alors que les brigades spéciales entrent en action, chargeant latéralement et ratonnant les militants isolés dans le camp qui tentaient de protéger les gamins, de déloger les voitures et de récupérer le matériel.

Le repli se fait dans plus grande confusion. Certains pensent freiner l'avance des flics en lançant des pierres. Ils sont aussitôt ceinturés par les non-violents. Les uns avancent, les autres reculent, certains restent assis, d'autres scandent « Flics assassins » ou « CRS avec nous ! ». Le repli se fait sur Bouvesse où le maire - du Parti communiste - prête les salles municipales pour accueillir les manifestants.

Sur le terrain, ce ne sont que pneus lacérés, voitures défoncées. Les militants doivent aller récupérer un à un auprès des forces de l'ordre leur matériel et leur voiture.

Bilan : vingt blessés, dont cinq hospitalisés (traumatismes crâniens, une fille serait gravement atteinte à la colonne vertébrale). Trois CRS ont

été blessés. Vingt personnes ont été arrêtées et relâchées à plusieurs kilomètres, dans la nature.

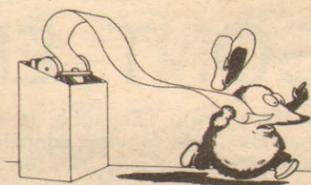
Lorsque tout le monde fut replié, on fixa une AG pour le lendemain à six heures. Aucune décision claire n'a été prise à cette AG, sinon de se voir en commissions à 15 heures, premier pas qui peut permettre une organisation plus démocratique. Il a aussi été proposé de faire un cortège entre Grenoble et La Tour du Pin, dans le but d'étendre la popularisation. L'information continue dans les villages voisins.

Face à la gravité de l'agression policière, grâce à l'appui des populations locales qui s'élargit, une riposte d'envergure est aujourd'hui possible.

Note

Les dégâts matériels sont importants : pneus crevés, carrosseries endommagées, matériel de photo et de cinéma détruit... Une souscription est ouverte : MERA (Mouvement écologique régional anti-nucléaire) 68 rue Mercière 69002 Lyon.

notes politiques



NANTES: LA REPRESSION CONTRE LES ETUDIANTS CONTINUE

Aujourd'hui, à Nantes, doit s'ouvrir le procès de 25 étudiants inculpés au nom de la loi anti-casseur. Les faits qui leur sont reprochés remontent au 12 mai. Ce jour là était organisée une manif à l'initiative du Comité de grève étudiant, du SGEN-CFDT et du SNESup-FEN pour la réouverture de la faculté de droit et l'évacuation des forces de l'ordre. Au cours de la manifestation, le théâtre Graslin devait être occupé, il est rebaptisé : Nouvelle faculté de droit. Une charge très brutale des flics mettait fin à la manif, il devait y avoir 85 arrestations. Après la manif les archives du théâtre brûlaient, cela rentre dans la stratégie des provocations policières pour tenter de minoriser le mouvement étudiant.

Aujourd'hui, 25 personnes sont inculpées, elles ont été prises au hasard parmi les interpellés. Ils comparaissent pour les dégâts du théâtre, bris de parcmètres, de vitrines...

Ce procès intervient après de nombreuses mesures de répression dans les facs : étudiants convoqués en conseil de discipline, vigile t chiens policiers dans les couloirs de la fac de lettre, flics sur le s campus...

La riposte unitaire des syndicats sur la ville a dénoncé énergiquement les mesures de répressions et a exigé la cessation de toutes les poursuites.

● Gilles Collombs et Michel Roux, deux antifascistes arrêtés près de Jussieu ont été, en mai, condamnés à deux ans de prison. Ils ont fait appel et, depuis, attendent la date de leur nouveau procès. Devant la lenteur des juges qui refusent de communiquer aux avocats cette date, Gilles Collombs est en grève de la faim depuis jeudi. Pour les soutenir, écrivez à : Michel Roux, prison de Fleury-Mérogis, 7 av. des peupliers 91705 ; Gilles Collombs « la Santé » 4, rue de la Santé, 75014 Paris.

Le Syndicat National des Pilotes de Lignes Français, condamne dans un communiqué, le principe de l'intervention armée en cas de détournements d'avions. Analysant l'opération israélienne à Kampala, le SNPL déclare que le succès de l'opération n'a tenu qu'à un fil et que le jet de quelques grenades par les preneurs d'otages, aurait pu la transformer en massacre. Le SNPL condamne d'autre part, la fermeture des aéroports en cas de détournement, car « elle met en cause non seulement la sécurité des avions détournés, mais aussi celle de l'ensemble des autres avions en vol ».

POLITIQUE Aujourd'hui

14-16 Rue des Petits-Hôtels
75- Paris-10^e

La politique du corps
mai-juin 1976

politique du corps 1

Corps, sport et politique

Collectif « Quel corps ? » : 1976, année olympique 3
Michel Field : corps et pouvoir ; Farnco, du pardo au frigo 11

Travail = souffrance ?

Les conditions de travail : un problème politique, un entretien avec Alain Wisner 19
Antoine de Gaudemar : usine, corps, médecine du travail 27

Corps de femmes

Martine de Gaudemar : Corps de femmes, puissance brisée, disciplinée 43
Evelyne le Garrec : prostitution et féminisme 63

Souffrance et pouvoir médical

xxx : pourquoi cette souffrance ? 71
Marie-France Morel : la mère et l'enfant (XVIII - XX^e siècles), savoirs populaires, pouvoir médical 87
Pascale Werner : acteur de sa propre santé 105

Le communisme et son histoire

Peut-on écrire l'histoire du Parti communiste ? Notre questionnaire et les réponses de Louis Bodin, René Gallissot, Paul Noiro et Madeleine Reberieux 113

CCP : 30 316 70 La Source

Procès Cacciari

LE BOUC EMISSAIRE

● 10 ans de réclusion

Samedi en fin de matinée, la Cour de Sécurité de l'Etat a rendu son verdict : Serge Cacciari devra rester dix années en prison pour complicité de meurtre, incitation au pillage et au massacre. La peine est lourde, très lourde pour ce jeune corse qui n'avait fait que participer à un mouvement spontané, celui de Bastia, le 27 août.

Les juges en robe rouge

Samedi matin, comme les jours précédents, la salle d'audience était bourrée de flics en civil, peu discrets comme à l'habitude. Une quinzaine de corses étaient, eux aussi là pour témoigner de leur solidarité envers l'accusé. Après une déclaration de Cacciari, dans laquelle il exprima le souhait que plus jamais il n'y ait de corses emprisonnés et de veuves de policiers, la Cour devait se retirer pour délibérer. En une heure tout était réglé : dix ans de réclusion criminelle. Parmi les Corses, fortement encadrés par les flics, les réactions dénotaient un mélange de colère et d'impuissance. Chacun avait la certitude que Serge Cacciari avait payé pour Aleria, pour les gendarmes et les CRS tués. Pour la seconde fois, les juges en robe rouge avaient démontré que, déci-

demment leur verdict n'était que l'expression d'un rapport de force.

L'ombre du pouvoir

A la sortie, Max Simeoni refusait de donner une interview soulignant seulement que le pouvoir devrait payer, un jour, ce déni de justice. Quant à l'APC, elle soulignait que « la politique pratiquée contre Serge Cacciari a été celle du bouc-émissaire (...) L'Etat ne veut pas l'apaisement en Corse, nous continuerons donc à lutter pour la libération des corses et l'arrêt des poursuites, mais en sachant que désormais il faut arracher et non demander ».

Ceux qui ne veulent voir dans la condamnation qu'un résultat des pressions policières ou le simple résultat d'un rapport de force défavorable oublient que, derrière le verdict, on trouve un message, adressé par Giscard et consort au mouvement autonomiste légal, Serge Cacciari, le symbole d'une action spontanée, menée par la jeunesse corse a été lourdement frappé, ce qui pourrait arriver demain à un membre de l'APC si ce mouvement ne s'attèle pas fermement à la dénonciation des actions illégales et dangereuses pour le pouvoir central.

D'une certaine façon, l'APC a

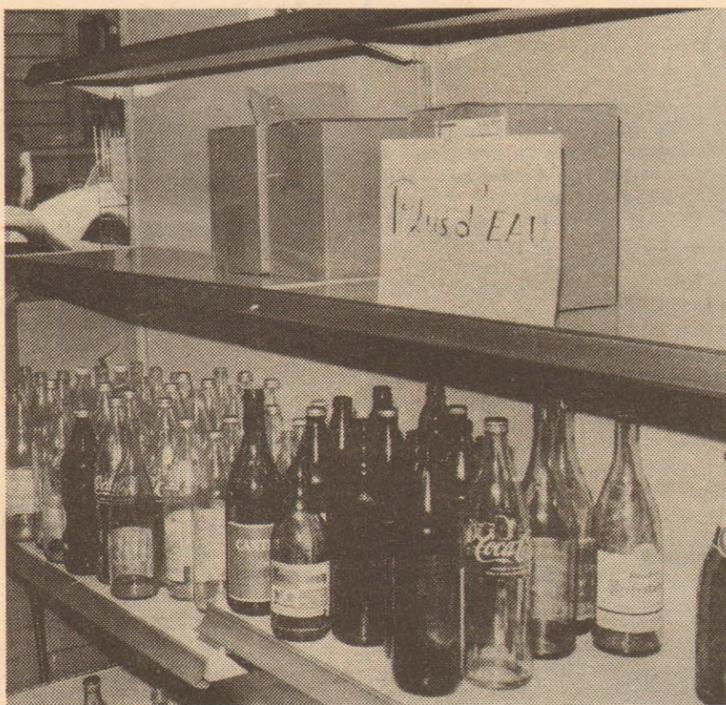
répondu en soulignant que la période de l'apaisement était bel et bien terminée. Il faut se rappeler que le terme d'apaisement avait été prononcé au lendemain d'Aleria. Et, on peut raisonnablement penser que les mois à venir verront des luttes de plus en plus nombreuses menées par le peuple corse.

Vaincre : une nécessité

En abattant par deux fois, le glaive de sa justice aveugle, le pouvoir a fait plus que d'envoyer deux nationalistes en prison. Il a signifié très clairement au peuple corse que son dessein restait la disparition, une disparition programmée, calculée et cynique ; que tous ceux qui s'y opposeraient connaîtraient le sort d'Edmond Simeoni et de Cacciari. D'autres procès vont suivre, tout aussi politiques que ceux que nous venons de vivre. Il ne tient qu'aux mobilisations, aux luttes de faire reculer cet Etat dont la bourgeoisie exploiteuse ne connaît qu'une réponse aux aspirations des insulaires : la répression. Les discours et les belles paroles ne changeront rien à l'affaire. Aujourd'hui pour le peuple corse, pour sa survie, vaincre n'est pas seulement un devoir, c'est une nécessité.

Gabriel Pietri

SECHERESSE



Association nationale Paysans-travailleurs

Le 8/7/76
« La sécheresse, tout le monde en parle, car elle sévit sur une grande partie du pays. C'est un prétexte bien utile pour expliquer la baisse catastrophique du revenu paysan. De plus, il faut remarquer que si la pluie ne tombe pas plus sur les terres du gros paysan que sur celles du petit, les conséquences seront différentes selon que l'on dispose d'importants ou de faibles moyens.

— Dans cette période que les conditions climatiques rendent difficiles il est inadmissible de constater que, par le jeu de nouveaux modes de paiement, le prix du lait à la production baisse dans la plupart des régions, que les profiteurs de la viande spéculent sur la situation et fassent baisser le prix de la viande à la production au détriment des petits producteurs.

— Il est inadmissible, alors que les ressources alimentaires diminuent, d'incorporer de la poudre de lait dans l'aliment du bétail !!!

— Il est inadmissible que les fourrages et les céréales soient stockés en attendant les hausses spéculatives (soja, pulpe de betteraves...) !!!

La sécheresse risque d'être un bon moyen pour enrichir certains profiteurs sur le dos des paysans et pour restreindre l'agriculture au détriment des petits. Il faut à tout prix l'empêcher, c'est pourquoi les Paysans Travailleurs demandent à cette fin un certain nombre de mesures :

— 1. Compte tenu des circonstances exceptionnelles, nous exigeons une aide de

l'Etat, correspondant à un réajustement de revenu pour arriver au moins au SMIG par travailleur. Pour l'instant, nous demandons à court terme 5 000F. pour permettre de vivre, et une indemnité de 1000F. par hectare sinistré.

— 2. Décalage d'un an des prêts du Crédit Agricole avec prise en charge des intérêts.

— 3. Annulation des cotisations MSA.

— 4. Relèvement des prix des produits agricoles lait, viande,...

— 5. Déblocage et répartition des ressources fourragères pour nourrir les troupeaux ainsi que des semences fourragères. Réquisition des terres incultes et des forêts.

— 6. Création de commissions communales élues pour contrôler la répartition des aides de l'Etat, des approvisionnements fourragères,...

Toutes ces mesures sont demandées pour les agriculteurs ne dépassant pas la surface de cumul afin que cela ne profite pas à ceux qui n'en ont pas besoin. Cette norme est très imparfaite et ne constitue qu'un garde fou. C'est pourquoi il serait préférable que les modalités d'application soient décidées par les commissions communales en fonction de la réalité locale (surface moyenne, nature de la production...).

Nous appelons tous les petits et moyens paysans à lutter quelle que soit leur appartenance syndicale pour faire aboutir ces revendications, leur survie en dépend.

Association Nationale Paysans Travailleurs

36, rue de la Croix-Nivert 75015 PARIS
Tel : 783.20.97 - 566.58.07

Syndicat National CGT du personnel de l'ONIC

21, Avenue Bosquet, Paris 7°

Communiqué

Le Syndicat National CGT du personnel de l'ONIC, tient à faire savoir à la plus large opinion publique que, face à l'actuelle sécheresse, les agents de l'ONIC, organisme qui subit depuis de nombreuses années un processus de démantèlement, ne sont plus à même de faire face aux tâches qui leur incomberaient normalement en pareille période.

En effet, la constante diminution des effectifs a pour conséquence inévitable la détérioration manifeste de la qualité du service public encore aggravée par la situation que connaît aujourd'hui le secteur céréalier.

Ainsi, des tâches telles que la connaissance précise de l'état des cultures, la prise en charge d'un service conseil auprès des organismes stockeurs, l'organisation administrative des aides, le contrôle des mouvements des stocks des céréales et des pailles, le recensement des semences pour la campagne prochaine, ne sont que partiellement accomplies faute de personnel.

La CGT s'élève également contre la non publication régulière de quelques informations disponibles relatives à l'état des cultures et aux prévisions de récoltes. Sous prétexte de lutte contre

l'effolement et la spéculation, l'actuelle attitude permet le développement des rumeurs les plus alarmistes, celles-ci faisant à leur tour le jeu des spécialistes de la spéculation céréalière.

L'exemple de ce qui se passe aujourd'hui à l'Office n'est que l'illustration, dans un secteur particulier, de la politique gouvernementale toute entière dominée par l'imprévoyance et le cynisme. Imprévoyance : car ce ne sont pas les quelques mesures prises tardivement le 17 juin dernier qui permettront aux agriculteurs touchés par la sécheresse de percevoir une juste rémunération de leur travail. Cynisme : car ce ne sont pas les quelques visites d'exploitations ou déclarations apaisantes de ministres qui pourront cacher la volonté gouvernementale d'éliminer les exploitations dites « non rentables ».

Le syndicat CGT de l'ONIC tient en cette période à exprimer sa vive solidarité aux petits et moyens agriculteurs touchés autant par l'incurie gouvernementale que par la sécheresse. Il appuie les revendications de leurs organisations notamment celles du MODEF, des Paysans Travailleurs, du MONATAR...

Le bureau national du syndicat
Le 6 juillet 1976

MONTREAL

Le village olympique se remplit

SURVETEMENT ET TENUES DE COMBAT

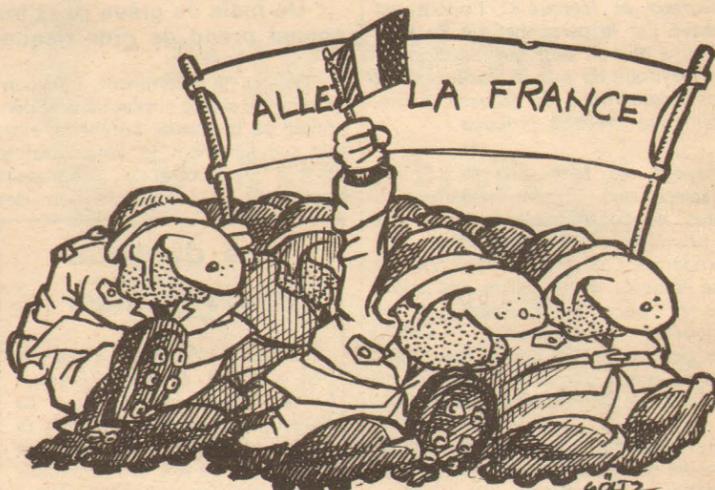
A Montréal, la délégation française s'exprime avec la modestie qui convient. M. Collard, président du Comité olympique français n'a-t-il pas déclaré que trop de médailles porteraient ombrage à l'effort de progrès entrepris ? « Je souhaite, a-t-il dit, un juste milieu. » Et de se féliciter du patriotisme sans outrance de « nos » favoris (judo, voile, escrime). « Ils ne subissent pas cette énorme pression, tellement exagérée, comme à Tokyo ou à Mexico. A Montréal, ils ne porteront pas la France sur leurs épaules. »

Faute donc de donner dans le cocorico, les dépêches de presse nous décrivent le nonchalant week-end canadien, le charmant « pittoresque francophone » des rues et des bistrotts où règne une ambiance « sereine, amicale, calme ».

Pour le calme, rien d'étonnant, compte tenu des effectifs policiers : « Le spectacle d'un athlète préparant les jeux sous le regard attentif d'un soldat en armes est une scène banale, quotidienne, qui se répète en ce moment sur tous les stades d'entraînement de Montréal. » Le village olympique est entouré d'un haut grillage, avec double contrôle électronique pour détecter les armes, avant d'arriver dans la zone où résident les athlètes.

Mais on ne traque pas que le cliquetis des armes ou les fonds de culotte. On épluche les dossiers d'accréditation des athlètes, ceux des journalistes, des employés des services techniques. Outre nos quatre camarades exclus pour leur seule appartenance politique (voire page une), le CIO a refusé leur visa à douze journalistes soviétiques, dont un des rédacteurs en chef du journal « Sovietski sports ».

Les Israéliens se sont déclarés très satisfaits des mesures prises. « On ne rencontre pas autant de gardes dans la vieille ville de Jerusalem » a déclaré le chef de la délégation israélienne, M. Samuel Lalkin.



Hélas ! Il y a des choses interdites qui pénètrent dans le village et pour lesquelles il semblerait qu'on n'ait point prévu de détecteur spécial : un formulaire d'une marque d'équipements sportifs destiné aux athlètes en vue de l'établissement d'un contrat a été trouvé au village olympique. Il va falloir que le CIO y aille de sa leçon de morale...

Des menaces pèsent malgré tout encore sur la « paix » des jeux : les négociations à propos de Taiwan n'ont pas abouti, les techniciens du Teleglobe Canada (qui assure l'ensemble des télécommunications avec l'étranger sauf les Etats-Unis) menacent toujours de faire grève s'ils n'obtiennent pas une augmentation salariale de 21 %. Enfin, la Tanzanie a exhorté tous les Etats africains à boycotter les jeux pour protester contre la présence de l'Afrique du Sud. Mais, si le vaste monde résonne désagréablement aux portes du village olympique, il ne reste plus à ceux qui défendent le mythe du sport « malgré tout » qu'à décrire la vie à l'intérieur de l'enceinte militarisée, comme un vert paradis : « Une fois ces barrières franchies, vous pouvez enfin pénétrer dans le monde sportif. Là,

pas de salles enfumées, de polémiques interminables » (seulement quelques petits contrats d'équipement ?). « Le village olympique offre l'image d'une communauté sportive bien éloignée de ces tracas. Au village, on parle Sports. »

M.V.

DERNIERE MINUTE

Les jeux de Montréal ont failli être le théâtre de la plus fantastique action subversive du siècle, remettant en cause l'existence même de cette compétition pacifique.

En effet quatre gauchistes s'étaient infiltrés dans le Comité d'organisation des jeux. Ils ont été heureusement détectés et congédiés.

On ignore tout des intentions des quatre jeunes gens, mais leur appartenance politique laisse tout supposer : il s'agit de militant de la LSA-LSO (ligue socialiste ouvrière, ligue des jeunes socialistes), section Canadienne de la quatrième internationale, et du GMR (groupe sympathisant).

Nous réclamons la réintégration de nos camarades, ainsi que l'a déjà fait la ligue des droit de l'homme.

Débat sur le viol et le mouvement des femmes

FAIRE DES CHOIX

Toujours et encore à propos des dix heures à la Mutualité sur le viol.

Co-organiser « Dix heures contre le viol » à la Mutualité, cela voulait dire, vu le choix du lieu, vouloir s'adresser à un maximum de femmes, faire le choix d'une intervention publique, ouverte, en un mot d'une intervention de masse.

Cela voulait dire également qu'on s'engageait à donner des informations, à populariser les « dix heures » dans les quartiers et surtout dans les entreprises. Or il semble que nous ayons là des responsabilités à assumer.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'inviter des femmes travailleuses syndiquées CGT (ou autres) à des initiatives qui ne soient pas au moins organisées sur une base claire de classe et essaient de poser les problèmes du viol de manière crédible pour les femmes travailleuses.

Si nous, nous avons des moyens pour comprendre le délire hypersexiste des F.R. et Psych-et-Po, il n'en va pas de même des milliers de femmes de la classe ouvrière sensibles également aux idées réformistes.

Nous avons quant à l'avenir du mouvement des choix politiques à faire. Pouvons-nous accepter des initiatives qui risquent de nous coûter cher à nous ? Face aux F.R. et autres, nous n'avons pas le rapport de force voulu pour impulser un minimum de débat et c'est nous qui nous sommes écrasées. D'autre part, à trop soutenir « opportunistement » des initiatives pas claires politiquement, c'est nous qui risquons de dégénérer. Car voici ce qu'on a pu entendre aux « dix heures » : « Marx, Engels, Lénine, c'étaient des hommes ; on s'en fout. Rosa Luxembourg pense et agit comme un homme ; ses concepts, son langage sont encore ceux des hommes... Il faut être contre le concept d'organisation. L'organisation, c'est encore les hommes. Moi, je viens ici pour prendre mon pied entre femmes, fumer un joint, faire la fête, pas pour m'organiser... La misère sexuelle des arabes et des noirs, on s'en fout. Les travailleurs, on s'en fout... Socialisme, communisme, on s'en fout ! »...

Pour moi, ces « Dix heures » étaient avant tout non pas a-politiques mais anti-politiques.

Ne devons-nous pas refuser, au risque d'apparaître sectaires, des initiatives qui risquent de donner aux femmes travailleuses une image semblable du mouvement à celle décrite par le PCF et la CGT ?

Pour ma part, j'avais réussi à faire venir de mon entreprise une fille syndiquée et qui venait pour la première fois à une initiative du mouvement. Eh bien, sa réaction n'a pas tardé : « C'est un beau bordel » a-t-elle dit.

Camarades, est-ce là l'image que nous voulons donner du mouvement des femmes aux travailleuses ?

L.L. militante
de la L.C.R.

Rectificatif

Rouge du 28 juin (n° 86) a publié un témoignage de Marthe-Hélène sur les violences policières à la sortie des 10 heures contre le viol. Marthe-Hélène tient à préciser qu'elle a téléphoné au journal pour donner l'information mais était opposée à la publication d'un témoignage signé de son nom dans nos colonnes.

« LA RAISON A TRIOMPHE A L'OPERA » ?

« La raison a triomphé à l'Opéra » ? Depuis vendredi soir, la presse bourgeoise clame que la crise de l'Opéra a trouvé « un dénouement heureux et logique » : l'opéra est sauvé car le personnel « a su faire preuve de bon sens, en renonçant à la politique du pire et en acceptant les propositions de Salusse, président des théâtres lyriques ».

Voyons les faits. En mai, Chirac déclare que l'Opéra revient trop cher au contribuable à cause des « privilèges » du personnel qui empêchent qu'un plus grand nombre de français ne bénéficie des spectacles par des tournées et les moyens audiovisuels ; Chirac exigeait donc l'abandon des avantages acquis concernant la durée du travail, les primes de déplacement...

etc. Pendant un mois, les mass-media ont répercuté sur un ton dramatique l'alternative de Chirac : « Est-ce la fin de l'Opéra, ou le personnel va-t-il faire preuve de bon sens ? ». Il est vrai que l'Opéra ne bénéficie qu'à un public restreint de privilégiés, mais il est particulièrement hypocrite de la part du gouvernement d'utiliser ce type d'argument au moment même où il coupe les crédits de la plupart des théâtres (tout en subventionnant les parades militaires à grand spectacle). Ce n'est pas en acceptant ce chantage que l'on favorisera les spectacles populaires, pas plus que l'attaque d'Amaury contre les « privilèges » des travailleurs du livre ne favorise la liberté de la presse. L'intérêt des travailleurs c'est de se battre pour la défense de leurs droits, sans se laisser abuser par un prétendu « intérêt national ».

P.M.

vie syndicale

Dans la « Vie Ouvrière » cette semaine :

L'ESPAGNE

Une délégation de la CGT s'est rendue fin juin en visite en Espagne pour y rencontrer officiellement une délégation des Commissions ouvrières.

On aurait pu s'attendre à ce qu'un tel voyage fournisse l'occasion à la Vie ouvrière d'informer ses lecteurs sur la réalité des commissions, les débats qui s'y développent, et à ce qu'elle donne largement la parole aux responsables rencontrés là-bas.

En fait, le numéro du 7 juillet qui rend compte de la démarche de la CGT donne largement la parole au seul... Krasucki qui rapporte - sélectivement - ses impressions.

Un article de Politique-Hebdo sur la CFDT et la coordination des luttes.

« La confédération prend une très lourde responsabilité »

Dans un article paru cette semaine, Alexandre Bilous fait le point sur la lutte de Lip et le problème de la coordination des luttes.

Il constate que « la coordination n'est pas conçue comme un regroupement anti-syndical, contrairement à ce qu'avait affirmé le Bureau national de la CFDT. » Il ajoute que « pour l'ensemble des militants interrogés, la coordination est née d'un manque, d'un vide stratégique en ce qui concerne les objectifs et

La grève de l'hôtel du Louvre (Paris)

FIRMIN, C'EST FINI (suite)

Depuis un mois et demi maintenant, les milliers de touristes qui descendent l'avenue de l'Opéra ont pu avoir l'oeil accroché par le calicot qui barre la façade noble mais un peu désuète : « personnel en Grève - CGT ». En plein centre historique, à deux pas de l'arrogant quartier général de Fourcade (au Louvre), le personnel de l'Hôtel « Louvre-Concorde » est en grève. (cf Rouge du 21 juin).

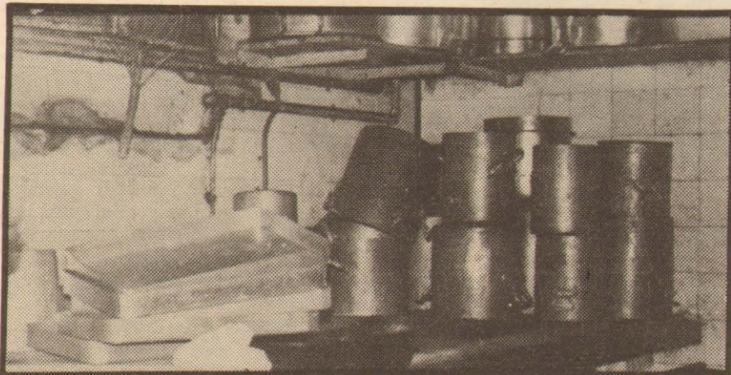
Un mois de grève c'est long : le patron perd du fric, le personnel prend de gros risques... alors pourquoi ?

Depuis 68 notamment, une conscience de classe a mûri dans le personnel de la grande hôtellerie, alors que parallèlement la concentration et la concurrence capitaliste poussaient à la dégradation des

conditions de travail (au « Louvre » on refait les chambres, mais pas les locaux de services. (Cf la photo des cuisines) et au renforcement de l'exploitation des travailleurs : embauche d'immigrés, d'intérimaires, refus de reconnaître les qualifications...)

La dynastie des Taittinger

L'hôtel « Louvre », c'est un des « quatre étoiles » (Lutétia, Crillon, St-Lazarus Terminus, La Fayette) que possède à Paris la chaîne Concorde. Derrière ce nom se cache une des fameuses « 200 familles » d'antan, les Taittinger, grands bourgeois de Reims, caïds du champagne. Cette famille se distingue non seulement par sa fortune, mais aussi par la défense consécutive de ses intérêts de classe : papa Taittinger était avant-guerre un célèbre président du Conseil de Paris, ami des Ligues d'extrême-droite. Parmi ses dignes fils, Jean, l'actuel PDG de la chaîne, député-maire de Reims, est ce ministre de la Justice de Pompidou qui intervint en personne contre...ses employés du « Crillon », à la tête des flics. Pierre-Christian, dont on parle pour reprendre l'héritage de papa au Conseil de Paris, est...secrétaire d'Etat à l'Intérieur.



Pour les clients, moquettes et plantes vertes. Pour les travailleurs des cuisines, l'envers du décor....

Alors il y a les revendications simples : 1800 francs minimum, le treizième mois, la garantie maladie mais aussi un fourmillement de demandes : revalorisation des postes de travail les plus divers (les plongeurs, le « verre », la réception, le « caviste », la « gouvernante »), la reconnaissance des qualifications, l'arrêt des comportements racistes (beaucoup de Portugais, Yougoslaves, Maghrébins... et même des « réfugiés » du Sud-Vietnam, souvent d'origine bourgeoise, qui sont aussi dans la grève !

Une lutte démocratiquement menée

L'âme de la lutte, c'est la section CGT, qui s'est encore renforcée dernièrement. FO a lâché très tôt et s'emploie à dénigrer, sans grand succès : les derniers votes donnent 70 % pour la poursuite de l'action.

Dans notre courrier

licenciement et liberté d'expression

Le comité d'entreprise des magasins du Printemps gère deux garderies. A la garderie des entrepôts de St Denis, nous avons été engagés pour deux semaines de la période des vacances scolaires. Le premier jour, lundi 28, l'effectif est de deux enfants. Madame Lebourgeois directrice du CE (à majorité CGT) décida de renvoyer les deux enfants chez eux et donne congé aux moniteurs sans qu'ils soient payés.

Face à cette décision, les moniteurs protestent. Madame Lebourgeois menace de licenciement le responsable du centre aéré de Saint-Denis. Décision confirmée le mardi. Le 30 les parents sont informés de la situation. Le CE décide de fermer la garderie une semaine avant la date prévue. Une réunion tripartite parents-délégués-moniteurs est demandée par les moniteurs et les parents. Les délégués du CE la refusent. Elle se tiendra malgré la pression qu'ils exercent sur les parents. La grève est décidée par les

sur le quartier, vis-à-vis des travailleurs du « Louvre ». C'est seulement à l'occasion de la deuxième journée « portes ouvertes », qui a été un grand succès (une trentaine de délégations syndicales, aussi bien CFDT que CGT) que des consignes de collectage, de mesures pour le soutien commencent à être diffusées par l'UL-CGT.

les travailleurs du « Louvre », qui restent fermes et résolus sur leurs revendications (refusant aux derniers nouvelles l'aumône d'une « prime » de 150 F qu'on leur octroierait en échange de l'arrêt d'une action d'un mois !) ont conscience de se battre pour tous les travailleurs de l'hôtellerie, pour en finir avec « Firmin » cet employé obséquieux et atomisé face aux milliers de « patrons-clients ! Ils méritent le soutien plein et entier de la classe ouvrière contre les Taittinger et leur gouvernement.

correspondant



en lutte

• Première victoire à la SEP (Bordeaux)

Devant la mobilisation des travailleurs girondins, le patronat de la SEP a du reculer : trois des six licenciés ont été réintégrés. Il s'agit des trois qui avaient un mandat de délégué syndical et dont l'inspecteur du travail avait refusé le licenciement. Mais la lutte n'est pas terminée : il en reste toujours trois dehors, et même pour les trois réintégrés le patron peut faire appel à Durafour, et il serait étonnant qu'il s'en prive.

Le gala de solidarité aux travailleurs de la SEP organisé par la CFDT-Métaux et le comité de soutien a obtenu un vif succès : 1400 personnes malgré l'absence de François Béranger remplacé au dernier moment par Imago ont participé au débat-meeting où étaient présents les Cables de Lyon. Regrettons que la CGT n'ait pas cru bon de s'associer à cette initiative en prétextant ici et là son « son caractère minoritaire » (sic). A la SEP, la lutte continue grâce à la solidarité de l'ensemble des travailleurs girondins.

Correspondant

• Les travailleurs de la mécano-soudure (Suresnes) « lockoutés » !

La mécano-soudure : une petite boîte dirigée par le dénommé Dezzuto, patron de choc. Des conditions de travail pénibles, une sécurité tout à fait insuffisante.

Depuis le début de l'année, les travailleurs n'avaient eu qu'un augmentation de 3 %. Cela, ne faisait pas le compte ! Ils ont réclamé 7 % d'augmentation, le treizième mois, un distributeur de boissons et la fourniture des bleus. Le patron n'a rien voulu entendre : et pendant 21 jours ils ont fait grève avec occupation.

Le patron a alors fait appel au tribunal des référés qui menace d'envoyer les flics si l'occupation ne cesse pas. Ainsi la « justice » rend bien service à Dezzuto, qui pourtant avait déjà été condamné pour avoir tiré au fusil sur un travailleur !... Soutenu par la « justice » Dezzuto est allé encore plus loin : samedi dernier, il a déménagé les machines sous l'œil vigilant de la police. Il prépare le « lock-out ».

Les travailleurs de la Mécano-soudure n'ont rien touché depuis fin mai, le patron ne leur ayant même pas versé ce qu'il leur doit pour début juin. La solidarité est donc plus que jamais nécessaire.

Correspondant

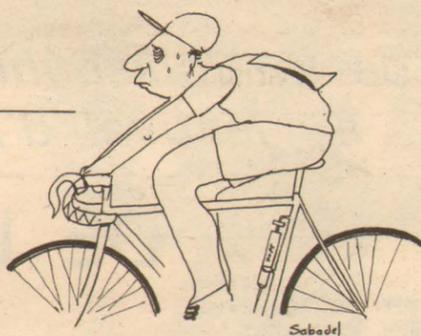
Communiqué

L'union départementale CFDT 93 s'indigne de la convocation de Moussa Konaté, travailleur Malien, participant à la lutte des foyers SONACOTRA, devant la commission spéciale des expulsions.

Nous nous réjouissons du fait que le PC et la CGT défendent ce travailleur ; pour notre part, nous soutenons l'ensemble des travailleurs de la SONACOTRA qui luttent pour améliorer leurs honteuses conditions d'hébergement (foyers taudis, loyers chers, manque de place, d'hygiène etc...)

Nous exigeons l'arrêt immédiat de la répression, le retour en France des travailleurs expulsés et la satisfaction de leurs légitimes revendications.

TOUR DE FRANCE

PETITE DROGUE
ET
GRAND NARCOTIQUE

C'est mentionné honteusement presque en bas des classements. Un tel a été pénalisé d'une amende pour avoir été reconnu « positif » au contrôle anti-dopage. Ce contrôle c'est la hantise de beaucoup de coureurs car l'utilisation de produits qui « donnent des coups de fouet » est une pratique courante au sein des pelotons. Aussi, depuis quelques années, des contrôles sévères sont effectués. Des prélèvements sont faits systématiquement au terme des étapes sur les vainqueurs ou sur d'autres au hasard.

Leaders et grégari

Les leaders y passent donc obligatoirement et il leur est très difficile d'user de dopage. Ceci dit, ils comptent pour « tenir » sur le travail des « domestiques » qui n'ayant pour la plupart pas leur résistance, sont bien souvent obligés de faire

appel à des stimulants. Ces « domestiques » se trouvent dès lors menacés en permanence par l'épée de Damoclès de l'analyse. Ceci dit, que leur importe ? Si l'analyse est positive, ils risqueront soit une amende financière (qui sera réglée par la firme dont ils sont les employés), soit par une rétrogradation au classement, rarement par la suspension.

Qui plus est, pris en main par les médecins de l'équipe, ils ingurgitent la plupart du temps des potions dont ils ignorent la composition. Le résultat d'une pratique à long terme, c'est l'usure au bout de plusieurs saisons du coureur qui après avoir été pressé « comme un citron » au cours des critères en arrive à ne plus présenter aucun intérêt pour les directeurs sportifs, même comme « grégorio ».

Narcotique

La législation du contrôle anti-

dopage illustre à merveille la réalité et le cynisme du sport de compétition. Outre qu'à un niveau de masse, le Tour joue sa fonction de narcotique, par les canaux des mass-média, la volonté repressive des commissaires de courses à l'égard du dopage vise un autre but : celui de propager une morale de l'abstinence, de la soumission qui garantit à l'épreuve sa pseudo-intégrité. Le gagnant doit être un individu sain, « normal », à la sexualité normée, qui gagne sans subterfuges à la force de ses muscles. L'ouvrier reçoit par son salaire « la juste valeur » de son « travail bien fait ».

Le coureur ne peut gagner l'étape qu'en refusant toute magouille, tout stratagème. Dans cette épreuve sportive toute entière imprégnée par les pots de vin, les combinazioni, les appétits mercantiles et les coups bas sordides, les coureurs nous rejouent la scène « pure et mystique » du Chemin de Croix.

Frank TENAILLE

Constitution d'un comité

de soutien au théâtre oblique

Un comité de soutien au théâtre oblique vient de se constituer pour tenter de sauver ce dernier lieu de culture du 11^{ème} arrondissement. Un théâtre va peut-être mourir affirment les responsables du comité. Pourquoi cela ? A cause de la politique de subvention du gouvernement et de la ville de Paris. On en vient d'ailleurs à se demander si M. Michel Guy ne veut pas assassiner le théâtre français...

Le comité de soutien qui a décidé de « mener une campagne vigoureuse pour poser le problème-type du théâtre oblique » a déjà reçu l'appui de la CFDT, de la CGT, du PCF, du PSU, des parents d'élèves (Cornec) et de nombreuses associations et personnalités locales. Une pétition circule actuellement. Elle a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures.

Comité de soutien : 76, rue de la Roquette - 75 011 Paris
Tel : 805 78 51

souscrivez

ANCIEN TOTAL	302 889,00
Dominique Marseille	100,00
A.L.L. Militant LCR Voreppe	100,00
Y.B. lecteur de Rouge et militant JOC	60,00
G.C.	5,00
Sympathisants Brest	80,00
V.C.M. Montpellier	20,00
D.V. Paris	13,00
P.D. Bonneval	100,00
J.C.S. Castelmoron	10,00
J.L.B. Boulogne	40,00
Diffuseurs Soissons	330,00
D.B. Paris 20 ^e	200,00
Souscripteurs Marseille	300,00
Diffuseurs Beauvais	100,00
Comité rouge Limoges	330,00
NOUVEAU TOTAL	304 722,00

télévision

T F 1

- 20.00 Journal
20.30 La peau douce
Film français de François Truffaut de 1964. Truffaut a fait le film après Jules et Jim, depuis sa sortie il a été très peu rediffusé. Si le thème peut paraître aujourd'hui un peu limité, la réalisation est une des plus serrées de Truffaut.
22.25 Histoire des gens
A partir de deux récits de Rétif de la Bretonne, écrivain de la première moitié d XVIII^e siècle, l'historien Emmanuel Leroy-Ladurie et Pierre Dumayet tentent de restituer ce que pouvait être la vie des campagnes bourguignonnes à cette époque et de confronter cette réalité à celle d'aujourd'hui.
23.15 Journal

A 2

- 20.00 Journal
20.30 La tête et les jambes
21.55 Une statue nommée Liberté
22.45 Journal

F R 3

- 20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Cinéma d'aujourd'hui
La femme femme aux bottes rouges
Film de Juan Bunuel de 1974
Une tentative surréaliste dans laquelle il faut beaucoup de bonne volonté pour se laisser embarquer.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM		N°
RUE			
VILLE	CODE POSTAL		
TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)			
	FRANCE	COLLECTIVITES	ETRANGER
3 MOIS	80 F		130 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
1 AN	300 F	200 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE » Du..... au.....			
15 JOURS	FRANCE 20 F	ETRANGER 33 F	
1 MOIS	40 F	65 F	
2 MOIS	60 F	100 F	

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)

N° DE LA BANDE D'ENVOI
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.



DES INEDITS DE JACK LONDON

Ce que pour moi la vie signifie (5)

Ce gentleman délicat, au physique aristocratique, était un directeur de paille, jouet entre les mains de sociétés qui volaient secrètement les veuves et les orphelins. Cet amateur de belles éditions et qui était un mécène littéraire, subissait le chantage d'un patron mafflu et aux épais sourcils noirs d'un groupement faisant de la politique municipale. Cet homme publiait un journal insérant de la publicité pour des spécialistes pharmaceutique. Il n'osait pas imprimer la vérité sur ces produits par crainte de perdre ses recettes. Il m'a traité de chenapan démagogue parce que je lui avais dit que son économie politique datait de l'antique et sa biologie de Pline.

Ce sénateur était le jouet, l'esclave, du chef un important groupement politique, sans aucune éducation, une marionnette entre ses mains. Ce gouverneur et ce juge à la Cour suprême se trouvaient dans le même cas. Et tous les trois voyageaient en chemin de fer avec des titres de transport gratuit. Cet homme qui parlait avec sobriété et sérieux des beautés de l'idéalisme et de la bonté de dieu, venait à peine de trahir ses camarades dans la conclusion d'une affaire. Cet homme, pilier de l'église et important soutien des missions étrangères, faisait travailler dix heures par jours ses demoiselles de magasin pour un salaire de famine, et, de ce fait, encourageait la prostitution.

Cet homme, qui subventionnait des chaires dans des universités, se parjura devant les tribunaux pour une question de dollars et cents. Et ce magnat des chemins de fer a trahi sa parole de gentleman et de chrétien en accordant un rabais secret à un capitaine d'industrie qui était engagé avec

un autre capitaine d'industrie dans une lutte à mort.

C'est la même chose partout, crime et trahison, trahison et crime - des hommes qui sont vivants, mais qui ne sont ni propres ni nobles, des hommes qui sont propres et nobles mais qui ne sont pas vivants. Il y a maintenant la grande masse sans espoir, qui n'est ni noble ni vivante, mais simplement propre. Elle ne pêche pas activement, ni délibérément. Mais elle pêche par passivité et ignorance en acceptant l'immoralité générale et en en profitant. Si elle était noble et vivante, elle ne serait pas ignorante, et elle refuserait de prendre sa part des profits de la trahison et du crime.

Je me suis aperçu que cela ne me plaisait pas de vivre à l'étage du salon dans la société. Intellectuellement j'étais excédé. Moralement et spirituellement, j'étais écoeuré. Je me rappelais mes intellectuels et mes idéalistes, mes prédicateurs défroqués, mes professeurs congédiés, et les travailleurs à l'esprit clair, ayant la conscience de classe. Je me rap-

pelais mes jours de soleil et mes nuits de lumière des étoiles, où la vie était une merveille sauvage et douce, un paradis spirituel d'aventure altruiste et de romanesque moral. Et je vis devant moi, toujours brûlant et étincelant, le Saint Graal.

Si bien que je suis retourné à la classe ouvrière, dans laquelle je suis né, à laquelle j'appartiens. Je ne me soucie plus de monter. L'imposant édifice de la société qui s'élève au-dessus de ma tête ne recèle pour moi rien de délectable. C'est la fondation de cet édifice qui m'intéresse. Là je me contente de travailler, le levier à la main, au coude à coude avec les intellectuels, les idéalistes, les travailleurs ayant la conscience de leur classe, en prenant de temps à autre une prise solide pour secouer tout l'édifice. Un jour lorsque nous auront pour travailler, quelques mains et quelques leviers de plus, nous le renverserons, en même temps que tous ces vivants pourris et ces morts sans sépulture, son égoïsme monstrueux et son

matérialisme sordide. Alors, nous nettoierons la cave et nous construirons une nouvelle habitation pour l'humanité, dans laquelle il n'y aura pas d'étage de salon ; où toutes les pièces seront claires et aérées, et où l'air qu'on y respire sera propre, noble et vivant ;

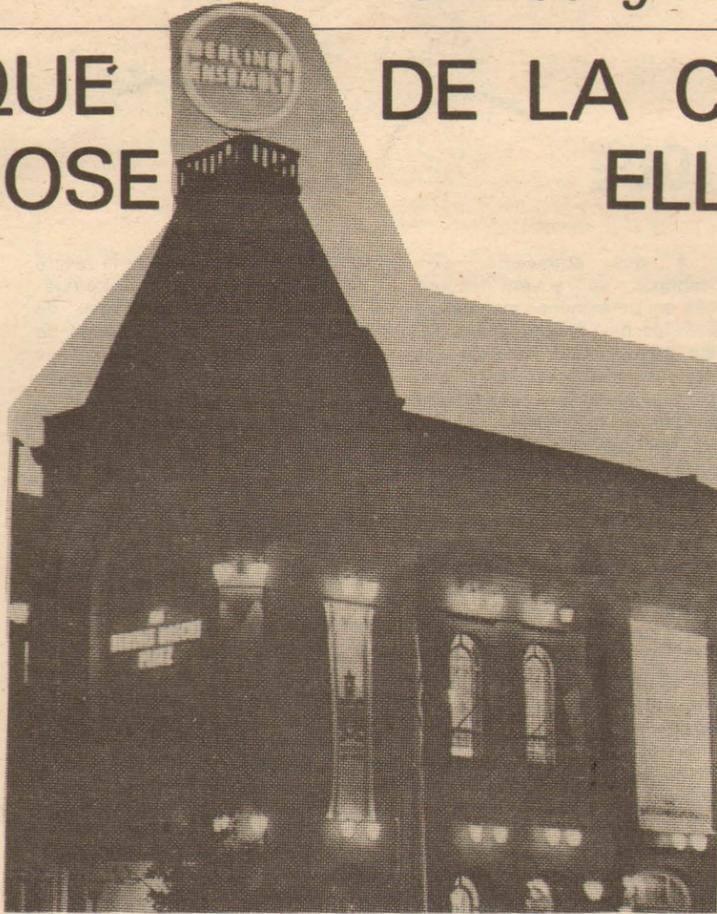
Telles sont mes perspectives. J'aspire à l'avènement d'une époque où l'homme réalisera des progrès d'une plus grande valeur et plus élevés que son ventre, où il aura pour pousser les hommes à l'action un stimulant plus noble que le stimulant actuel, qui est celui de leur estomac. Je garde intacte ma confiance dans la noblesse et l'excellence de l'espèce humaine. Je crois que la délicatesse spirituelle et l'altruisme triompheront de la glotonnerie grossière qui règne aujourd'hui. Et en dernier lieu, ma confiance va à la classe ouvrière. Comme dit un français : « l'escalier du temps résonne sans cesse du bruit des sabots qui montent, et des souliers vernis qui descendent. »

Jack London



Un entretien avec Beno Besson, de la Volksbühne (RDA) qui met en scène Shakespeare au festival d'Avignon

« LE COTE POLITIQUE DONNE PAS LA CHOSE DE LA CHOSE NE ELLE-MÊME »



Lorsqu'on découvre le décor de « Comme il vous plaira » dans la Cour du Palais des Papes, on y cherche vainement une indication historique ou de lieu. L'aire de jeu, la forêt, est conçue comme une grande surface blanche, molle et bosselée, sur laquelle vient cahoter l'aristocratie en fin de course. Autour, en demi-cercle, une dizaine de tunnels cylindriques rouges, reliés aux fenêtres et aux portes du Palais, distribuent les personnages. Ezio Toffolutti, scénographe de la Volksbühne, explique leur sens par l'idée de lier la circulation des personnages au Palais des Papes, d'établir une correspondance entre le lieu scénique et le lieu réel.

Shakespeare et la libération des femmes

Quant à Shakespeare et à « Comme il vous plaira », il est naturel que plus de trois siècles après, on se pose la question de leur actualité. A cela Beno Besson répond que l'histoire de la société de classes n'est pas bien longue, et qu'à cette échelle trois siècles c'est bien peu de choses.

« Mon intérêt pour Shakespeare part de cette donnée... Avec la Grèce Antique on sort de la société tribale et de ses valeurs, et on assiste à la naissance de la mauvaise conscience individuelle. Quelques siècles avant Shakespeare on voit un mouvement analogue en Europe occidentale, mais amplifié, et déjà, en même temps qu'il apparaît, il est rongé de contradictions ; pour toutes sortes de raisons, économiques, sociale, etc... La société féodale vit la crise de tous ses rapports établis : les liens familiaux craquent, les frères vont contre les frères, les enfants contre les pères, les femmes contre les hommes surtout, et réciproquement... Avec la société bourgeoise il y a l'illusion énorme d'avoir dépassé la nuit du Moyen-Age, alors qu'elle n'a fait que le refouler, et renforcer la société de classes et de ses contradictions. Il y a une analogie considérable entre l'époque de Shakespeare et la nôtre... Et ce que montre une comédie telle que « comme il vous plaira » c'est que justement dans cette société masculine en crise, on voit les femmes- celles d'en haut bien sûr - prendre des libertés qui seront ravalées ensuite. Mais on les voit sur les routes, s'émanciper de leurs pères, échapper à leurs contraintes. »

Cependant, les trois siècles qui nous séparent de Shakespeare ont eu le temps d'émasculer son œuvre, de l'adapter aux règles du bon goût bourgeois, particulièrement fortes en France. Et pour Beno Besson, longtemps sa signification et sa richesse n'étaient pas évidentes.

« Longtemps je n'ai pas eu envie de jouer ses comédies ; parce que je ne les comprenais pas. Je les voyais représenter, et je les trouvais ennuyeuses : c'était les brouillards du nord, une espèce d'arbitraire dans une poésie brumeuse... Autrement dit si on veut

monter Shakespeare, il faut le redéchiffrer, le redécouvrir... Et c'est bon d'affirmer qu'il est moins con que ce qu'on en a fait. Mais pour cela il faut se débarrasser des notations littéraires, il faut retrouver le corps théâtral qu'il a mis en branle. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas de notations littéraires chez lui, mais c'est la pointe de l'iceberg. Et c'est à travers une réalité théâtrale qu'on peut comprendre la réalité dont il parle. Par exemple quand un personnage zézaye, ou qu'une fille soit plus grande que la normale, c'est compris généralement comme une anecdote littéraire. Or justement ces choses concrètes, qui ont une part déterminante dans leur comportement, pour un homme de théâtre ce sont des vrais choses, qui impliquent tout le personnage. Ce n'est pas un hasard si Shakespeare fait zézayer un personnage... De Jacques le mélancolique, longtemps on en a fait un philosophe languissant, or quand on cherche

Beno Besson

Beno Besson est né en 1922, à Yverdon, en Suisse. Pendant la guerre il fait connaissance, en France, de Jean-Marie Serreau, dont il devient le collaborateur. En 49, il suit Brecht à Berlin-Est, au Berliner ensemble. Brecht lui confie la première création de « La bonne âme de SéTchouan », « Les jours de la Commune », « homme pour homme ». En 60 il entre au Deutsches Theater, où il monte « Le Dragon », de Schwartz, qui lui vaut le premier prix du théâtre des nations de France. Depuis 69, il travaille à la Volksbühne, dont il devient le directeur en 74.

Il a en outre traduit en français quelques pièces de Brecht en collaboration avec Geneviève Serreau, dont « Homme pour homme », « L'exception et la règle »...

ses connotations on découvre que ce type de personnage recouvre le personnage du vice dans les jeux religieux. Voilà comment on peut comprendre sa fonction concrète chez Shakespeare »

Brecht

Ce qui caractérise Brecht, c'est également ces connotations concrètes qui renvoient aux contradictions, donc à la richesse de la réalité. « Ce n'est pas un hasard si Brecht considérait un peu son œuvre comme un tremplin pour une meilleure compréhension de Shakespeare. Justement ces notations du réel, il les a apprises dans Shakespeare. Or ce sont ces notations qu'on méprise trop souvent au théâtre... On a mal compris Brecht. Certes il se sert du matérialisme dialectique mais pour sa réflexion sur la réalité. Ce n'était pas un théoricien qui appliquait sa théorie au théâtre. Et il disait aussi bien qu'en art lorsque la science gêne il faut s'en débarrasser. Car l'art n'a pas la même démarche. La science peut appréhender la réalité, le concret, oui, mais le côté politique de la chose ne donne pas la chose elle-même. Il n'y a pas de société abstraite par dessus les hommes. Dans la réalité il n'y a que des individus avec leur force. C'est pourquoi les notations concrètes sont capitales. Et c'est à travers elles seulement, qu'un personnage peut être mis en rapport avec son historicité, avec les autres, qu'il peut éclater, prendre sa vraie dimension.

pas les tabous. Ceux qui font du bon art ici, généralement l'exercent en excluant les contradictions réelles et en se mouvant dans un monde... artistique, clos. »

Le comédien

A priori on pourrait penser que pour un metteur en scène de la RDA, où les comédiens sont sensés recevoir une bonne formation de base, travailler avec des français fasse problème, si on considère que les écoles en France manquent tragiquement. Beno Besson est péremptoire :

« Cela ne fait aucun problème. Et c'est aussi une question en RDA qui est compliquée... Ce que je vois ici, c'est qu'il y a une grande confusion, beaucoup de désarroi, mais pour moi ce n'est pas encore clair... Ce que je vois dans le travail, en tout cas, c'est que les gars travaillent très bien, avec un intérêt, une avidité énormes... Et ils ont en fait une grande culture, et une sensibilité très attentive... »

n'y a pas eu une répétition où on a parlé de distanciation ou de théorie... Je crois par contre, que si Brecht a fait Le Petit Organon, c'est qu'il avait peur qu'on ne comprenne pas ce qu'il voulait faire avec son théâtre. Mais ce qu'il voulait affirmer, il l'a fait en créant le Berliner pour donner un ou deux exemples de la façon dont le théâtre doit être fait, comme art de montrer les contradictions, qui ont été estompées par les règles et le bon goût. Et c'est cela qui était difficile, car il s'est aperçu, quand il a vu représenté son théâtre, qu'on éliminait toutes les contradictions réelles, soit en faisant des théories, soit en faisant des petits morceaux de vie savoureux... D'ailleurs il s'est rendu compte, quand ses écrits ont été publiés ici, qu'il y avait de gros malentendus... Donc ce serait fou de partir de sa théorie...

En France, je pense que la répression par le bon goût et les règles c'est terrible. Je reviens après 25 ans d'absence, ça me frappe énormément. Tu auras des films pornos, tout ce que tu voudras, mais la représentation réelle des contradictions ne percent

Beno Besson fait état de son plaisir à travailler avec ces comédiens. Et lorsqu'on interroge ceux-ci sur leur travail avec Beno Besson, on retrouve le pendant. C'est manifestement une méthode à laquelle ils ne sont pas habitués. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas en face d'eux le metteur en scène qui « sait », qui a par avance la pièce toute prête dans sa tête, et dont le travail consiste à faire rentrer les comédiens dans son schéma. Au contraire, ils sont sollicités comme personnes, au niveau de leur investissement, de leur inventivité, de leur réflexion.

Et le spectacle que l'on pourra voir à partir du 12, puis au TEP en automne, ne sera pas le résultat de comédiens qui se seront plus ou moins bien pliés aux directives exclusives du metteur en scène, mais le résultat plus ou moins bien abouti d'une élaboration commune. Cela aussi est à la fois la condition et la conséquence d'un travail qui exclue l'arbitraire intellectuel au profit de la dialectique concrète des notations de la réalité.

Propos recueillis par P. Razdac.

la Volksbühne

En 1890, un docteur socialiste invite les masses à se regrouper dans une Freie Volksbühne (Théâtre libre du peuple), pour un art « authentique », qui fasse pièce au théâtre de salon. Dans le même sens il s'agit de faire un théâtre qui pratique des prix modérés.

Mais les divergences entre tenants du naturalisme et ceux d'un théâtre plus proche des préoccupations des masses, provoque la scission des premier sous le nom de nouveau théâtre libre du Peuple ; tandis que sous notamment l'influence de F. Mehring le Théâtre libre du peuple connaît une rapide extension.

Ce succès inquiète le gouvernement, qui soumet les deux associations à la censure. Le Freie Volksbühne se dissout, mais renaît comme association de spectateurs : 37 000 en 1910, 68 000 en 1914. Une telle croissance incite les deux associations à fusionner et à bâtir un théâtre. Ce qu'elle fera en 1913 avec ses propres fonds.

La Volksbühne ouvre en 1914, dans un quartier de Berlin aujourd'hui connu pour ses traditions révolutionnaires. La direction est confiée à Max Reinhart, sous lequel le théâtre devient une véri-

table affaire ; la Volksbühne compte 100 000 adhérents, mais s'enlise dans l'esthétisme.

En 1924, Erwin Piscator, embauché comme metteur en scène, combat cette tendance. Il veut que le théâtre soit un instrument de la lutte de classe. Mais son travail suscite des réactions violentes de la part de la direction de l'association des spectateurs, qui argue des principes de neutralité politique qui doivent être ceux de la Volksbühne. Piscator fait ses valises.

Durant le nazisme la Volksbühne devient un instrument de propagande du pouvoir. En 43 et 45 le théâtre est détruit par les bombardements. En 47 le pouvoir militaire soviétique entreprend sa reconstruction, et recrée les associations de spectateurs. En 54 la Volksbühne ouvre. Quand en 1969 Beno Besson est nommé directeur artistique du théâtre, il y a beaucoup à y faire. En 74, il devient directeur administratif également.

Aujourd'hui la Volksbühne essaye de promouvoir des jeunes auteurs et les idées nouvelles tentant de percer en RDA.